

Le septennat gaulliste



Comme nous l'avions annoncé dans le 1er numéro, nous commençons à publier une série d'articles de recherches et de réflexion sur la base économique actuelle du régime. C'est dire, que les articles n'ont pas pour ambition de constituer un programme ou une ligne cohérente, représentative du mouvement E.S.U. mais, en revanche, d'engager un débat qui pour être fructueux, doit s'ouvrir aux tenants d'opinions différentes. Notre camarade Philippe Brachet reprend ci-dessous, en la développant, la matière d'un article paru récemment dans "Le Peuple", bi-mensuel officiel de la C.G.T.

La période du gouvernement de Mendès-France en 1954-55 qui se situe, à bien des égards, à contre-courant de l'évolution de la IVe République, constitue le seul exemple où un taux élevé d'expansion se soit conjugué avec une relative stabilité de prise.[des prix]

Sauf en 1952 (+ 3,2 %) et en 1953 (+ 2,6 %), une expansion soutenue, en volume (5,5 % en moyenne de croissance annuelle du pouvoir d'achat global), s'accompagnait d'une inflation chronique (4 à 5 % de hausse annuelle des prix, selon les indices officiels).

En 1952-53, la politique suivie sous le gouvernement Pinay avait consisté (déjà!) à briser l'expansion pour arrêter la forte inflation provoquée par la guerre de Corée.

Mais pendant toute cette période, des protections multiples rendirent la situation économique un peu particulière : reconstruction d'après guerre, protectionnisme douanier, aide Marshall puis aide pour l'Indochine ne permettaient pas de faire de cette période un test vraiment valable des possibilités de croissance soutenue d'une économie capitaliste "développée".

Cependant, ces facteurs ont disparu [l'un] après l'autre, de sorte qu'aux environs de 1958, une période s'ouvrirait où les résultats de la politique économique du Gouvernement allaient pouvoir être jugés en fonction des quatre objectifs fondamentaux suivants

- développement économique rapide ;
- plein emploi des facteurs de production (hommes et capitaux);
- stabilité monétaire
- liberté des entreprises en matière de fixation des prix, des investissements et des salaires.

Aucune politique économique en effet n'est jusqu'à présent parvenue à les réaliser tous les quatre simultanément. Chacune s'est caractérisée par celui ou ceux d'entre eux qu'elle a sacrifiés à la réalisation des autres.

En U.R.S.S., l'option prix a consisté à supprimer la liberté des entreprises. Les récentes réformes indiquent l'existence d'un problème à ce niveau.

Aux U.S.A. au contraire, le dogme de la libre entreprise se paie par la faiblesse relative du taux d'expansion (autour de 3%) et par le sous-emploi notable des facteurs de production.

Sous la IVe République, la stabilité monétaire avait été sacrifiée à la réalisation globalement à peu près satisfaisante des trois autres objectifs. Se demander ce qu'il en a été au cours de ce septennat est l'objet de cet article. Sept ans constituent en effet une période assez longue pour pouvoir dresser un bilan et porter un jugement critique d'ensemble.

Ce sera l'objet de la première partie.

Mais s'il est indispensable, pour juger une politique économique, d'en apprécier les résultats année par année, il importe aussi de se placer dans une perspective à long terme et de se demander quelle expansion future annoncent les décisions actuelles, quel avenir nous est déjà en partie façonné par l'évolution actuelle des facteurs de développement que sont

- le progrès technique
- la population active
- l'investissement, et
- les échanges extérieurs, en tant

qu'ils facilitent le jeu des trois premiers.

Tel sera l'objet de la seconde partie.

Nous serons alors à même, dans une troisième partie, d'apprécier la situation actuelle de l'économie française, face aux choix qu'exigent la planification et le Marché Commun.

I - L'EVOLUTION A COURT TERME DES ANNEES 1959-1965

Les facteurs de la reprise qui s'amorce dans les premiers mois de 1959 semblent bien avoir été les mesures de dévaluation et de libéralisation des échanges - sans nier pour autant leurs aspects négatifs - prises en Décembre 1958, auxquelles venaient s'ajouter la confiance générale dans la stabilité retrouvée.

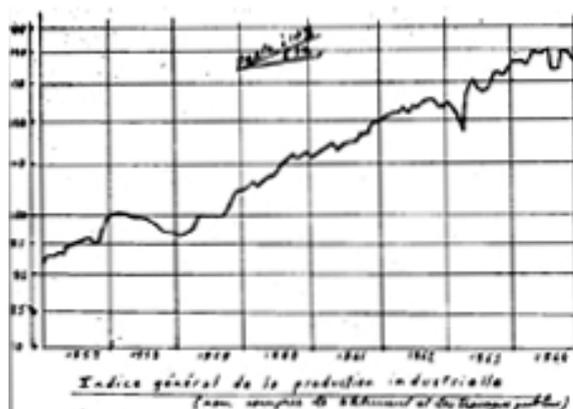
A partir de ce point de départ, la période de sept ans doit être divisée en une période d'expansion qui va de 1959 à 1963, et en une période de quasi-stagnation qui s'ouvre fin 1963, avec l'application des mesures dites "plan de stabilisation".

A - L'EXPANSION DE 1959-1963

Comme le montrent les graphiques, les caractéristiques de cette période restent les mêmes que sous la IVe République : croissance soutenue (5% en moyenne) dans la hausse sensible des prix (3,5% en moyenne).

La forte croissance des exportations, stimulées par la dévaluation, équilibre la croissance non moins forte des importations, induites par l'expansion. Mais la hausse des prix nous fait perdre progressivement l'avantage au change sur nos partenaires.

L'expansion entraîne le plein emploi approché et un allongement considérable de la durée de travail (une moyenne de 48 heures environ par semaine est atteinte, en comprenant les heures supplémentaires).



Mais une seconde dévaluation étant incompatible avec l'ouverture des échanges extérieurs, le Gouvernement dut ramener la hausse des prix à un niveau comparable à celles de nos partenaires. Les options qu'il prit, et qui marquent la période qui s'ouvre en Octobre 1963 sont significatives du sens profond du régime.

B - La stagnation 1964-1965

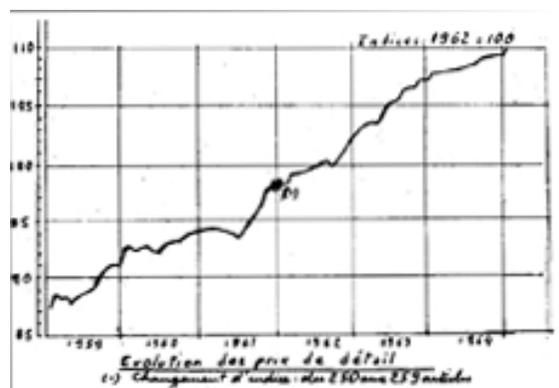
La politique inaugurée en Septembre 1963 par les mesures de "stabilisation" appuie différemment sur les quatre objectifs fondamentaux précédemment définis. Il est possible, au bout de plus de deux ans, d'en faire ressortir les caractéristiques et les résultats.

En gros, un fléchissement de la hausse des prix (2% au lieu de 3,5%) a été obtenu au prix d'un ralentissement important de l'expansion (moins de 3% de croissance de la P I B), d'une reprise notable du chômage (comme le montre la courbe des demandes d'emploi non satisfaites) et d'un blocage des prix industriels.

Il faut tout de suite faire plusieurs remarques.

La hausse des prix est certes, jusqu'à présent, très ralentie en moyenne. Mais d'une part, ce résultat doit être nuancé selon les secteurs. Les services (restaurants en particulier) accusent toujours une progression notable des prix (+ 3,8% de Septembre

1963 à Septembre 1964, + 6,6% de Septembre 64 à Septembre 65). D'autre part, ralentissement de la hausse des prix, ce qui tient plus aux conditions de concurrence internationale accrue qu'à l'efficacité des mesures gouvernementales. On peut ainsi se demander si cette faiblesse de la hausse des prix durerait encore longtemps si ces conditions changeaient.



Par contre, le résultat certain est de diminuer la demande globale et d'accroître les encaisses oisives car les entrepreneurs réagissent au blocage des prix par celui des salaires (ce que souhaite le Gouvernement). Mais de ce fait, les perspectives de la demande solvable étant déprimées, ils sont amenés à investir moins.

Dans ces conditions, les disparités de revenus s'accroissent encore, non plus tant par le mécanisme de l'inflation, que parce qu'à la compression des salaires ne correspond pas celle de profits et parce que le chômage pour les uns, la menace de chômage pour les autres, accroît les disparités au sein des revenus du Travail. (1). La stagnation rend cette inégalisation moins supportable encore que lorsque le niveau de vie progressait quand même.

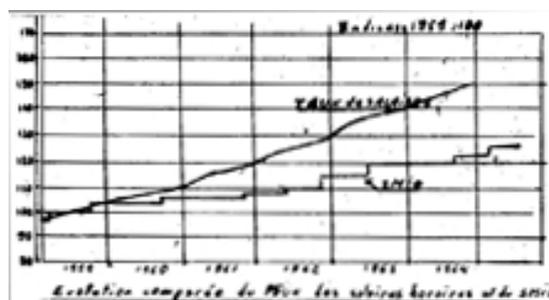
Croissance et plein emploi ont donc été en grande partie sacrifiés à la stabilité monétaire :

L'Etat renonce au déficit budgétaire comme moyen d'action sur l'économie au

¹ Le graphique N° 3 montre que la progression moyenne du S.M.I.G. a été chaque année de 3,5 % de 1959 à 1964, alors que celle du taux des salaires a été de 1,5 %.

Le Gouvernement répond qu'il n'y a plus que très peu de salaires qui soient rémunérés au S.M.I.G. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que l'évolution d'une grande partie des salaires suit le S.M.I.G. dans une progression très lente, voire nulle, alors que les revenus élevés suivent les profits qui progressent beaucoup plus vite.

non du mythe de l'équilibre, comme si les dépenses de l'Etat étaient toujours stériles et qu'il fallait réduire son "train de vie". Comme si depuis 30 ans la rentabilité des dépenses de l'Etat, elles aussi créatrices de biens et de services, ne les rendait pas indispensables.



Dans ces conditions, on voit mal comment le V° Plan réalisera ses objectifs en matière d'équipements collectifs, surtout si une notable partie des moyens est concentrée sur les autoroutes, parce qu'indispensables à la croissance des industries automobiles.

II - L'EVOLUTION DES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT A LONG TERME

A - Progrès technique

On sait que, selon l'expression de M. POMPIDOU, "la recherche ne fait pas partie des options du Gouvernement". Mais ce qu'on devrait savoir, c'est que cette option rend verbeuse toutes les déclarations d'indépendance nationale.

La croissance s'effectue par incorporation dans l'investissement nouveau du progrès technique survenu depuis l'investissement remplacé. Mais le progrès technique est constitué indissolublement par un aspect matériel (les machines) et par l'aspect humain d'équipes de techniciens capables de les faire fonctionner et de les réparer.

Une économie en croissance exige donc une éducation à la fois technique et théorique du plus grand nombre possible, qui rende le progrès technique assimilable afin que ses effets se fassent sentir au maximum.

On dira que le V° Plan prévoit un effort considérable dans ce domaine (2,5 % du P.N.B.). Mais la majeure partie est à but militaire. Et pour le reste, sera essentiellement encouragée la recherche appliquée faite dans les entreprises.

B - LA POPULATION ACTIVE

Son augmentation de 1 % par an depuis quelques années rend plausible une croissance de 6 % à égalité de croissance de la productivité, puisque

jusqu'ici, une croissance de 5 % s'est faite avec une population active stable. A condition que ce 1 % supplémentaire ait la qualification nécessaire.

Mais l'éducation de masse nécessaire, aussi bien pour les jeunes que pour l'avancement et le reclassement des adultes, supposerait un effort qui devrait se traduire par des compressions dans le domaine des dépenses improductives comme la force de frappe. On sait que telle n'est pas l'option du Gouvernement.

C - L'INVESTISSEMENT

La part qu'il représente dans le revenu national commande directement le développement futur. Une récente enquête de l'O.C.D.E. a montré que l'importance de cette part (40 %) était responsable, avec le bon marché de la main-d'oeuvre, du fait que le Japon avait eu la croissance la plus forte du monde depuis la guerre.

Pendant la période de reconstruction d'après guerre, qui se termine vers 1949, cette part a été assez élevée (de l'ordre de 30 %). Elle est, depuis, restée stable autour de 20 %, avec un léger fléchissement jusqu'en 1953 (17,9 %), et une reprise depuis (23,3 % en 1964).

La proportion des investissements publics et privés a varié dans des sens divers depuis 7 ans. De 1959 à 1962, les investissements privés ont eu la croissance la plus forte.

C'est, au contraire, l'investissement public qui, ces deux dernières années, a joué le rôle moteur de la croissance.

Il est certain que l'accroissement des marges d'autofinancement inscrites dans le Ve Plan (puisqu'elles doivent passer de 64 % en 1963 à 10 % en 1970) vise à redonner l'initiative au secteur privé, l'Etat se cantonnant dans l'aménagement des bases de la rentabilité privée (c'est très clairement ce qu'a défini Michel DEBRE dans son débat avec MENDES-FRANCE à EUROPE N° I le 22 Novembre).

Il faudrait donc, pour juger des perspectives du taux d'expansion en France, reprendre et actualiser l'analyse des déterminants de l'investissement, compte tenu de la structure monopolisante des entreprises.

L'analyse keynésienne concluait qu'il y avait réalisation des plans d'investissement si l'efficacité marginale du capital était supérieure au taux de l'intérêt. Comme la première tend à baisser et le second à augmenter,

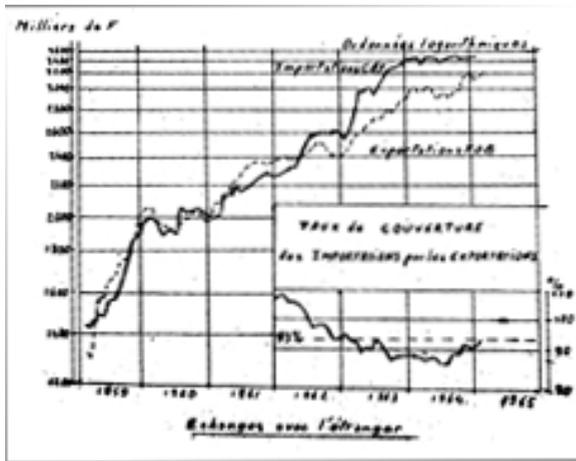
KEYNES concluait à la nécessité de relayer l'investissement privé par l'investissement public.



La politique de M. Giscard d'Estaing constituait un défi à ce verdict. Il est sûr que l'Etat dispose aujourd'hui de moyens tels (statistiques notamment) que la résurgence de crises comme celle de 1929 est à exclure. Mais par contre, depuis 15 ans d'expansion soutenue, le corps social a pris l'habitude de formuler des exigences que la meilleure des propagandes aura du mal à anesthésier.

La suppression du déficit budgétaire et le fait de donner comme limite de la croissance du budget de l'Etat le taux de croissance du P.N.B, revient donc à prendre un pari sur l'avenir et à croire que l'ouverture du Marché Commun, en stimulant la concurrence, forcera les chefs d'entreprises à se moderniser pour être concurrentiels. L'exemple des 2 ans passés, dont les tendances sont prolongées dans le Ve Plan, prouve qu'il faut être bien peu exigeant pour se satisfaire du résultat, sur le simple plan du taux de croissance, sans même parler de sa nature (automobiles qui s'entassent à Paris au point que l'on va lentement mais sûrement, vers l'embouteillage absolu, et dont les accidents sont une cause de mort plus importante que la maladie) ou de sa répartition (voir à ce sujet "la France pauvre", de P.M. de la GORGE, GRASSET 1965).

L'étude des investissements productifs réalisés sous les IIIe et IVe Plans montre que si l'indice global de réalisation est voisin de 100 les deux fois, c'est, pour le IIIe Plan, au prix du Plan intérimaire qui a brisé la croissance des investissements publics et, pour le IVe, avec une faiblesse des investissements privés qui laisse mal augurer de la croissance future de la production globale, si cette dernière doit se faire sous l'impulsion et au rythme du secteur privé.



Variations relatives en volume

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
Entreprises publiques	8,8	3,9	2,5	5,4	3,1	7,3	8,4	8,5
Entreprises privées	-0,9	-3	12,1	14,8	9,8	4,1	4,0	-3,1
TOTAL	2,9	-0,5	8,6	11,6	7,6	5,1	5,3	2,2

Investissements productifs des entreprises non financières

D - LES ECHANGES EXTERIEURS

Selon une égalité comptable, l'excédent des exportations sur les importations constitue un emploi qui s'ajoute à la consommation et à l'investissement pour former le produit national, en termes réels.

D'autre part, dans un monde où le processus de croissance est sans cesse bouleversé par le progrès technique, la complémentarité croissante entre les nations exige des échanges toujours accrus.

Une politique des échanges extérieurs doit donc équilibrer la croissance des importations qu'exige le développement intérieur par une croissance soutenue des exportations qui rétablisse l'équilibre.

De ce point de vue, le taux de couverture des importations par les exportations n'est donc pas un indice suffisant : encore faut-il savoir à quel niveau il a été atteint. Or, alors que la dévaluation de fin 1958 avait freiné nos importations et donné un avantage certain à nos exportations, la hausse des prix intérieurs nous l'a fait perdre petit à petit. Il apparaissait d'autre part, vers 1963, que le stade de libéralisation des échanges où nous étions parvenus rendait une nouvelle dévaluation impossible.

Dès lors, il importait que le Gouvernement se donne les moyens d'une politique d'ensemble de croissance des

exportations. Mais un Gouvernement de Droite ne peut que reculer devant les réformes de structures nécessaires. La voie choisie a donc été de briser l'expansion pour que le fléchissement des importations ramène l'équilibre à un niveau déprimé.

Or, les importations, dont l'essor a été sacrifié du fait de la stagnation, sont un stimulant à la croissance dans la mesure où elles partent sur des biens nécessaires aux entreprises et où elles permettent de bénéficier de la division internationale du travail (importations de machines nouvelles).

Le malthusianisme de la politique gouvernementale est donc ici patent et montre le manque à gagner en bien-être que coûte une politique de droite,

CONCLUSION

A - La conjoncture en Décembre 65 et les perspectives pour 1966

Il n'est pas sûr que le "plan de stabilisation", dans l'optique même du gaullisme, n'ait pas été une gigantesque erreur, car la stabilisation se serait peut-être effectuée d'elle-même

Le départ de M. GISCARD d'ESTAING est peut-être dû en partie à cela.

Il est par contre certain que la relance a été calculée minutieusement, en vue des élections présidentielles. Dès Décembre 1964, le fait de ne pas relever les taux d'imposition alors qu'une quasi-stabilité des prix était à prévoir, constituait en fait une mesure favorisant la relance par la demande.

Puis vinrent la suppression des mesures d'encadrement du crédit, les mesures favorisant le crédit à la consommation, les deux hausses du S.M.I.G. :⁽²⁾ en fait donc, les procédés les plus classiques visèrent à ce que la reprise soit nette le dernier mois pour lequel les statistiques seraient connues début Décembre, c'est-à-dire Septembre. D'où le battage fait autour du Salon de l'Automobile. Mais le Gouvernement n'avait pas prévu le second tour, et c'est pourquoi il a retardé la connaissance des statistiques du mois d'Octobre.

En effet, le bilan de 1965 est loin d'être brillant. Nous avons simplement, depuis Juin, le niveau de la production industrielle de la fin de 1963. Le niveau le plus bas ayant été atteint en

² qui sont intervenues au delà du jeu légal de l'échelle mobile.

Mars et la reprise la plus forte s'était effectuée en Septembre, le taux moyen de croissance de la P.I.B. sera cette année de 2,5 à 3 %, c'est-à-dire un des plus bas depuis la Libération.

Plus grave encore est le fait que la "reprise" s'est cantonnée dans le secteur des industries de consommation. La reprise des investissements est encore très faible en Janvier.

Contrairement à l'affirmation du Gouvernement au moment où il a lancé le "plan de stabilisation", la preuve est donc faite qu'aucune reprise ne vient "spontanément". La croissance est donc ce que le Gouvernement la fait, directement par sa politique dans le "secteur" public et indirectement, par les subventions et les soutiens divers au secteur privé.

Quels que furent les souhaits de M. GISCARD d'ESTAING, le régime de libre entreprise est mort. Dans le système actuel, le Gouvernement crée de toutes pièces et continuellement la rentabilité privée. L'importance de l'économie publique est le résultat, et non la cause, de l'absence de dynamisme des entreprises privées. C'est pourquoi cette importance ne peut que croître, même si la politique actuelle s'efforce de freiner le mouvement.

B - Le socialisme comme alternative nécessaire au régime

C'est pourquoi une critique ne se situant qu'à un niveau global est insuffisante. Une analyse sectorielle montre au contraire tout de suite la déficience fondamentale du système : étant fondé sur l'appropriation privée du profit, il n'y a aucune raison que le critère de la rentabilité à court terme de chaque firme rejoigne celui de l'utilité collective et du développement à long terme équilibrée.

L'on constate aussi qu'à la fois pour le IIIe et le IVe Plan, les indices de réalisation pour les investissements, se classent dans l'ordre inverse des priorités affirmées par le Plan.

Il en sera ainsi tant que le profit, résultat d'un travail collectif, ne sera pas réparti par la collectivité qui l'a créé, selon des critères eux aussi collectifs. C'est là le critère

principal du socialisme, et il passe par la suppression de la liberté pour l'entrepreneur privé de fixer comme il l'entend les salaires, les prix et les investissements.

Cependant, il ne faut pas se limiter à une critique de la faiblesse du taux de croissance globale, et l'identifier à la critique du régime car, sans changer les bases ni l'orientation profonde du système, Michel DEBRE peut ramener un taux de croissance de 5 à 6 %.

Ceci dit, on peut concevoir deux façons différentes de supprimer cette liberté.

- Ou bien, par l'instauration d'un centralisme autoritaire, l'Etat prend lui-même toutes ces décisions. Mais alors il n'échappe pas à la question de savoir au nom de quoi et dans l'intérêt de qui il les prend. D'autre part cette bureaucratisation enlève toute initiative aux intéressés et cherche alors sans cesse à rattraper son inefficacité par un renforcement de sa contrainte, ce qui ne peut manquer de conduire à une forme quelconque de dictature.

- Ou bien on confie aux travailleurs eux-mêmes, collectivement, dans le cadre de leurs entreprises, la responsabilité de la prise de ces décisions et du contrôle de leur exécution que l'on appelle cela, ou non, la planification démocratique, ou la gestion ouvrière, coordonnées (la branche d'industrie, mais aussi la région, la Nation, par exemple).

Autrement dit, sur le plan économique le socialisme constitue l'alternative nécessaire à la réalisation simultanée de l'expansion rapide, de la stabilité des prix et du plein emploi. L'option libérale sur laquelle repose toujours le capitalisme actuel, même si on le baptise "d'organisation" consiste à en sacrifier l'un ou l'autre - ou partiellement plusieurs.

Philippe BRACHET

Tribune Etudiante

Mensuel des étudiants du Parti Socialiste Unifié.

Nlle série. Janvier 1966 N° 2

Pages 11 à 15